

Unité interdépartementale Drôme/Ardèche
3 avenue des Langories
26000 VALENCE

Valence, le 10/03/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/03/2022

Contexte et constats

Publié sur



ONYX AUVERGNE RHONE ALPES

Papelissier
810 chemin des Taillandiers
26300 CHATUZANGE LE GOUBET

Références : 20220310-RAP-DAEN0194

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/03/2022 dans l'établissement exploité par la société ONYX AUVERGNE RHONE ALPES, implanté Papelissier 810 chemin des Taillandiers 26300 CHATUZANGE LE GOUBET. L'inspection a été annoncée le 15/02/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le casier de stockage de déchets non dangereux en cours d'exploitation (casier H) touche à sa fin. Les travaux de préparation du casier suivant (casier I) et les évolutions d'aménagement conséquentes à réaliser dans ce cadre (travaux de terrassement importants, non seulement du casier I, mais aussi des bassins de stockage d'eau et de lixiviats, des merlons et digues prévus pour l'aménagement du site...), peuvent constituer une situation délicate au niveau du centre : Beaucoup de sociétés différentes doivent intervenir, la circulation d'engins est plus importante notamment. Ces éléments sont à prendre en compte par l'exploitant, ils ne doivent pas faire perdre de vue les risques, en particulier les risques d'incendie, liés au stockage des déchets.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ONYX AUVERGNE RHONE ALPES
- Papelissier 810 chemin des Taillandiers 26300 CHATUZANGE LE GOUBET
- Code AIOT dans GUN : 0006106990
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

Par arrêté préfectoral du 9 juillet 2020, la société ONYX a été autorisée à exploiter :

- une extension en hauteur du casier de stockage H actuellement en exploitation, puis 2 nouveaux casiers de stockage désignés I et J.
- une unité d'une capacité maximale de 50 tonnes/jour de traitement d'effluents liquides non dangereux.

La capacité de stockage de déchets non dangereux est de 150 000 tonnes en 2022.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- - Alerte en cas d'incendie ;
- - Moyens de lutte contre un incendie ;
- - Systèmes de détection d'incendie ;
- - Astreinte ;
- - Prévention contre les risques de propagation d'un incendie.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Action à mener
Moyens d'alerte	Arrêté Préfectoral du 09/07/2020, article 7.2.3.1	Un plan regroupant tous les boîtiers d'alarme manuel et les détecteurs d'incendie du site est de nature à permettre d'éviter l'oubli du contrôle périodique de certains d'entre eux. Il sera à présenter à l'inspection <u>lors d'une prochaine visite</u> .
Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 09/07/2020, article 7.2.3	Dans un <u>délai d'un mois</u> : Le bassin « EP 1 » faisant office de réserve d'incendie est à doter d'un dispositif de contrôle visuel immédiat montrant le respect d'un volume minimal de 300 m ³ d'eau utilisable en cas d'incendie. Il convient de s'assurer que la position de la crépine dans le bassin « EP 1 » permet de pomper au moins 300 m ³ d'eau, en toutes circonstances. Un panneau signalant la fonction « réserve incendie » du bassin « EP 1 » sera mis en place.
Détection d'un incendie	Arrêté Préfectoral du 09/07/2020, article 7.3.5	
Astreinte	Arrêté Préfectoral du 09/07/2020, article 7.3.7	
Débroussaillage	Arrêté Préfectoral du 09/07/2020, article 7.3.1	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'essentiel des travaux à effectuer pour préparer l'aménagement et la mise en exploitation du casier I en 2023 est réalisé.

Les points examinés lors de la visite d'inspection n'ont pas montré de non conformités, mais seulement la nécessité de prendre quelques mesures d'importance relative (voir tableau ci-dessus).

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Moyens d'alerte

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2020, article 7.2.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Alerte
Prescription contrôlée : Article 7.2.3.1. Moyens d'alerte L'alerte peut être donnée par téléphones portable ou fixe, par boîtiers d'alarme manuels répartis sur le site et permettant le déclenchement d'une sirène en cas de sinistre. Tous les événements accidentels susceptibles d'affecter la conduite en sécurité des usagers de l'autoroute A 49 sont recensés ; la procédure de gestion de ces événements doit intégrer l'appel de la société gestionnaire de l'autoroute.
Constats : L'inspection demande un plan sur lequel sont regroupés tous les boîtiers d'alarme manuels et les détecteurs d'incendie du site. L'exploitant précise que la société assurant leur contrôle périodique en dispose, mais pas lui. Ces dispositifs se trouvent en quasi-totalité dans le bâtiment des bureaux. L'exploitant présente un document daté du 25 février 2022, intitulé « compte rendu de maintenance préventive », réalisé par la société SSI service. L'intervention a eu lieu à la même date. Ce document précise la fréquence annuelle du contrôle, ainsi que le remplacement de 2 déclencheurs manuels. Ont notamment été effectués : Un essai de la signalisation sonore et visuelle des tableaux, lors d'un dérangement, lors d'une alarme, d'une coupure de batterie ou de secteur. Il y a 5 sirènes, 11 détecteurs manuels (dont 8 testés), 23 détecteurs optiques et 1 détecteur thermovélocimétrique (Ce type de détecteur est sensible à la vitesse d'élévation de la température, il donne généralement une information plus précoce qu'un détecteur thermique). L'exploitant précise que 2 procédures de gestion des événements justifient l'appel de la société gestionnaire de l'autoroute A 49 (AREA), elles sont présentées à l'inspection. Les événements associés sont : - Un incendie dans le bâtiment, en particulier en cas de dispersion des fumées vers l'A 49 ; - Un feu de déchets (casier de stockage).
Observations : Un plan sur lequel sont regroupés tous les boîtiers d'alarme manuel et les détecteurs d'incendie du site doit permettre d'éviter d'oublier le contrôle périodique de certains d'entre eux. Il sera à présenter à l'inspection lors d'une prochaine visite.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2020, article 7.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : ARTICLE 7.2.3. MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE Le site est doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : 1. de moyens permettant d'alerter rapidement les services d'incendie et de secours ; (...) Pendant la durée d'exploitation et de post-exploitation des casiers de stockage H et I, une réserve incendie, d'une capacité minimale de 300 m ³ , est aménagée et maintenue disponible en permanence. Elle est constituée dans l'un des bassins de stockage des eaux pluviales existants à l'entrée dans le site.(...)
Constats : Pour les casiers H et I, la nouvelle réserve incendie de 300 m ³ est achevée. Elle se situe à l'Ouest du bâtiment de bureaux, vers l'entrée du site. Il s'agit du bassin collectant les eaux pluviales « EP 1 ». Il est équipé d'une surverse aboutissant au bassin « THOMAS », plus ancien, situé à l'Ouest le long de la route. En période estivale, le niveau de ce bassin peut baisser, et il n'y a aucun repère garantissant que le volume de 300 m ³ est disponible pour les sapeur-pompiers. L'exploitant précise que la contenance utile de ce bassin s'élève 3 150 m ³ . L'aire d'aspiration est constituée par une surface en enrobé. Une colonne d'aspiration de diamètre 100 est aperçue. La partie plongeante dans le bassin est équipée d'une crépine qui semble en position relativement haute.
Observations : Le bassin « EP 1 » faisant office de réserve d'incendie est à doter d'un dispositif de contrôle visuel immédiat montrant le respect d'un volume minimal de 300 m ³ d'eau utilisable en cas d'incendie. Il convient de s'assurer que la position de la crépine dans le bassin « EP 1 » permet de pomper au moins 300 m ³ d'eau, en toutes circonstances. Un panneau signalant la fonction « réserve incendie » du bassin « EP 1 » sera mis en place.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Détection d'un incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2020, article 7.3.5
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs de détection pour le casier de stockage de déchets
Prescription contrôlée : ARTICLE 7.3.5. SYSTÈMES DE DÉTECTION ET EXTINCTION AUTOMATIQUES (...) Afin de détecter le plus précocement possible tout départ d'incendie dans un casier de stockage de déchets, des dispositifs automatiques de détection d'incendie sont mis en place. La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant, est obligatoire, avec ou sans transmission à une société de gardiennage extérieure. Constats : Pour ce qui concerne la surveillance du casier de stockage de déchets en dehors des heures d'exploitation : L'exploitant rappelle qu'il dispose de 2 caméras fixes thermographiques et de 2 caméras vidéo, permettant une levée de doute. Les images sont reportées dans le local du gardien, ce qui permet à ce dernier de surveiller à distance. Les images sont également accessibles sur téléphones mobiles. Les précisions suivantes sont rappelées : Un code couleur est associé à la température : - noir et blanc : température comprise entre 0 et 50 °C, - Jaune à orange clair : de 50 à 75 °C, - Orange à rouge foncé : de 75 à 100 °C - Rouge : > 100 °C Le seuil de dépassement qui déclenche une alerte est de 75 °C. Une notification est reçue sur les mobiles de messieurs GILANTON et CHAZOT. La montée en température est définie sur 5 °C/300 secondes : si la température monte plus vite, une alarme est déclenchée. Les plages horaires des alarmes sont : - du lundi au vendredi de 17h à 7h, - le samedi de 12h à 7h - dimanche et jours fériés : 7h-7h Les caméras sont gérées par la société INFRACITY, elles n'ont pas été examinées lors de la visite. L'exploitant souligne que le gardiennage est maintenu sur le site en dehors des heures ouvrées. Il tient une main courante qui trace ses rondes. Ce document est présenté à l'inspection. L'exploitant signale que la société de gardiennage actuelle est la société POTENTIALIS. Suite à un contrat cadre signé au niveau national, à partir du 1er avril 2022, la nouvelle société de gardiennage sera la société FIDUCIAL.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Astreinte

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2020, article 7.3.7
Thème(s) : Risques accidentels, Astreinte mise en place
Prescription contrôlée : ARTICLE 7.3.7. ASTREINTE Une astreinte est mise en place. Toute information des systèmes de détection en place dans le site (intrusion – incendie – explosion – dysfonctionnements potentiellement dangereux) est reportée à l'astreinte pour contrôle et, si nécessaire, action à mener dans les meilleurs délais. En cas de sinistre, un agent dûment formé à la conduite des engins et aux opérations d'intervention doit être sur place dans un délai maximal 40 minutes. Constats : L'exploitant présente à l'inspection la feuille d'astreinte pour la semaine du 28 février ou lundi 7 mars : Un conducteur d'engins est dans l'astreinte, ce qui est important pour la mise en place de matériaux sur la zone de déchets en feu, afin de l'éteindre. L'encadrement de la société ONYX se compose de 5 personnes, contactées successivement jusqu'à ce que l'une réponde à l'appel. L'inspection appelle l'attention de l'exploitant sur l'existence d'une probabilité pour qu'aucun membre de l'encadrement ne soit en mesure de répondre à un appel. L'exploitant répond que cette probabilité est extrêmement faible. Observations : La priorité est qu'un salarié de la société ONYX agisse très rapidement sur place en étouffant le début d'incendie pour la mise en place de matériaux. Type de suites proposées : Sans suite Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Débroussaillage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2020, article 7.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Risque de propagation d'un incendie
Prescription contrôlée : ARTICLE 7.3.1. DÉBROUSSAILLAGE – DÉCHETS REFROIDIS – AEROSOLS (...) Les abords du site sont débroussaillés de manière à éviter la diffusion éventuelle d'un incendie s'étant développé sur le site ou, à l'inverse, les conséquences d'un incendie extérieur sur le stockage. Les abords du casier en exploitation sont maintenus débroussaillés sur une profondeur minimale de 50 mètres. (...) Constats : Pour ce qui concerne le débroussaillage : L'exploitant explique que cette prestation est comprise dans l'ensemble des prestations d'entretien, de fauchage et de mise en place des mesures compensatoires liées au respect de la biodiversité dans le site. La gestion de toutes ces tâches a été confiée à la société LAMY'VERT, dont un devis datant du 14 décembre 2021 est présenté à l'inspection. Le débroussaillage sur une profondeur minimale de 50 mètres autour du casier en cours d'exploitation n'apparaît pas explicitement dans le devis, mais la visite a permis de constater l'entretien satisfaisant de cette zone. Type de suites proposées : Sans suite Proposition de suites : Sans objet